COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ PRINTANIÈRE DES 16-17 MAI 2013 À TADOUSSAC

JOUR 1 - 16 MAI 2013

SÉMINAIRE SUR LES LIENS ENTRE LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

SÉMINAIRE ANIMÉ PAR :
MADAME MARIE-PIER ST-LOUIS
PROFESSIONNELLE DE RECHERCHE AU CENTRE DE RECHERCHE SOCIALE APPLIQUÉE

Mme St-Louis place d'entrée de jeu que les concepts liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale sont complexes et difficiles à cerner. Elle présentera un regard nouveau sur les actions et interventions à l'aide d'un cadre d'analyse développé par Mme Lise St-Germain, chercheure et directrice du CRSA.

Mme St-Louis demande aux participants, dans un 1er atelier de travail, d'exprimer de quelle façon on parle de pauvreté. Il en ressort que le discours varie en fonction des perspectives à l'intérieur desquelles on se place. Certaines la placent en tant que phénomène individuel. À tendance négative, elles réfèrent aux individus et à leurs limites, ainsi qu'à des stéréotypes : marginaux, problèmes de santé mentale, d'itinérance, d'isolement social, de dépendances ou de prise en charge, historique familial lourd, mauvaises habitudes de vie, manque de motivation, mauvaise gestion du budget, etc. D'autres inscrivent la pauvreté dans une perspective plus positive de citoyens qui constituent un capital social : débrouillardise, entraide, solidarité, débrouillardise et fierté de se prendre en charge.

Il appert que la réalité est plus complexe. La pauvreté est un phénomène multiproblème, qui ne peut être ramené à une seule cause ou problématique. Les portes d'entrée sont multiples. Une

conception récente implique l'éveil à la fragilité de toutes et tous face à la pauvreté : maladie, cycles économiques et perte d'emploi, santé mentale, drame personnel ou familial, deuils et ruptures, limitations sociales, divorce, immigration politique, migration, décrochage scolaire.

Mme St-Louis propose des définitions de la précarité, de la pauvreté (précarité persistante) et de l'exclusion. À cet égard, ces notions sont subjectives puisqu'elles s'inscrivent au sein d'une situation acceptable dans une société donnée. Quelques approches permettent de travailler à leur transformation. L'approche normative réfère à des instruments statistiques. L'approche structurelle est associée à la compréhension des phénomènes de vie en société comme les inégalités sociales et les conditions de vie. L'approche relative est axée sur la personne et son cheminement grâce à un accompagnement et à l'utilisation de ressources.

Voici le tableau synthèse des échanges collectifs du premier atelier :
Une histoire de perception et de représentation qui contribue à la marginalisation et à l'exclusion.

Tableau 1 : Synthèse des échanges collectifs

Par la positive	Par la négative
Notes tableau à feuilles Citoyens Jeunes Débrouillard Fierté Entraide Solidarité	*Notes tableaux à feuilles* Ne sait pas se gérer S'organise mal Mauvaises habitudes de vie Manque de motivation Profite du système Ne fais pas les bons choix Manque d'habiletés sociales Ne gère pas bien le budget
Notes échanges en groupe Capital social (Solidarité) Nouvelle pauvreté (peut arriver à tout le monde) Milieu rural/ urbain Retraité Travailleurs Contexte territorial (offre de services)	*Notes échanges en groupe* Lié à des périodes Multiproblèmes Distanciation Stigmatisation Manque de scolarité Préjugés Santé mentale «Clients» - Clientélisation Manque dans les besoins de base Pas responsable Besoin d'aide Manque de revenus Vulnérable Prise en charge Nombre de personnes qui fréquentent les services Causes vs individuel «Isolés», dépendance Marginaux Cas lourds
Ajout Beaucoup dans une logique citoyenne.	*Ajout* Tous ces éléments auront un impact sur le lien social; dysfonctionnement du lien; affecteront les choix; perte d'autonomie = exclusion.

Voici les propos émis par les différents groupes de travail à la question : *Comment parle-t-on des personnes pauvres?*

TOUR DE TABLE DE TRAVAIL (Atelier 1 : Comment parle-t-on de la pauvreté?)

Cette question amène une sous-question = qui en parle? Est-ce un manque de pouvoir?
Pour la pauvreté, on agit donc davantage sur les effets, non pas sur les causes. De plus, la personne est prise dans son individualité, ce qui fait en sorte que l'on ne tient pas compte de son environnement. Au final, la pauvreté c'est un cercle vicieux. Ce n'est pas juste le côté financier, c'est multiproblème.

Il y a de la stigmatisation, des préjugés dans l'espace public. On a tendance à *clientéliser*/ quantitatif. Il y a un gradient, mais on a une vision, «on aide les pires». Pour les gens en lutte, chacun agit comme il le peut (niveau d'*empowerment*). L'idée individuelle fait en sorte que nos interventions ne pas toujours contextualisées. Dans la pratique, il faut se donner des outils.

Notons la réalité distincte urbaine/ rurale.

Dans la région de l'Outaouais, il y a beaucoup d'écart de revenus.

Dans la région du Nord-du-Québec, nous retrouvons de la dépendance au cycle économique (idem pour la Côte-Nord) (Besoin de base, pauvreté géographique; question de scolarité)

Pour la région de la Montérégie-Est, c'est de la pauvreté économique et invisible (même dans les milieux plus nantis); réalité des milieux ruraux vs ville (accès aux services, aux transports, solitude); nouvelle clientèle (retraité : vulnérabilité; itinérance : nouvelle problématique en lien avec la pauvreté).

À Montréal, ce sont 40% de personnes pauvres; toutefois, il y a plus de possibilités de mobilité et de services pour l'accès à l'emploi. Il faut prévoir une sortie de pauvreté.

Dans la région de la Côte-Nord, il y a la réalité de l'étendue du territoire. De plus, les familles ont tendance à rester pauvres de génération en génération. Il y a aussi la pauvreté économique (les emplois ne sont pas disponibles et accessibles à tous); les coûts de logement et de l'épicerie ont considérablement augmenté. Dans les MRC-territoires, il y a une inégalité de la croissance (boom économique); une pauvreté sociale (territoire isolé, violence, dépendance); des communautés allophones; une pauvreté intergénérationnelle et institutionnelle (accès aux écoles secondaires, cégeps – accouchement, car pas d'accès aux institutions).

On parle périodiquement de la pauvreté (ex. Noël). Avant, on disait «c'était ailleurs, en ville». Il y a un éveil, nouvelle image de la pauvreté, car personne aujourd'hui n'est à l'abri. L'endettement peut aussi être une cause à la pauvreté. Un exemple avec le Plan Nord qui cause le démembrement de la famille, éclatement de la cellule familiale dû à l'éloignement d'un membre.

Ça dépend de la perspective. « Qui en parle? » amène un discours qui varie. Souvent, c'est un discours de différenciation, un changement de langage «client». C'est souvent comme un truc individuel, on rappelle peu au collectif. Notons aussi la pauvreté matérielle.

Dans un 2e atelier, Mme St-Louis demande aux participants d'identifier ce sur quoi ils interviennent comme acteurs du développement social. Les réponses peuvent être classées dans les trois dominantes du cadre d'analyse développé par le CRSA : les facteurs reliés aux individus, ceux liés aux droits sociaux et ceux liés au cadre de vie de la communauté. Les premiers agissent sur la vie privée des individus et sur leurs valeurs : comportements, connaissances, choix de vie en santé, en logement, en habitation et en éducation. Les deuxièmes interviennent plutôt sur l'exercice de la citoyenneté : accès à un emploi et des revenus décents, à des logements abordables, à un statut social, défense de droits, militance et influence politique. Les facteurs de la troisième dominante misent sur les conditions de la qualité de vie : loisirs, culture, réseaux sociaux, quartier, accès aux ressources, conditions de participation citoyenne, inclusion.

L'hypothèse développée par Mme St-Germain veut qu'en agissant à la fois sur les trois dominantes, on aura une meilleure prise sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il importe donc selon la dominante où l'on se situe, de veiller à établir des ponts avec les acteurs des deux autres dominantes. En travaillant sur ces 3 dominantes, on travaille moins en silos, on développe des vases communicants et beaucoup plus de liens dans la communauté.

Tableau 2 : Synthèse des échanges collectifs

a) Individu (vie privée, valeurs)	**b) Droits sociaux** (Citoyenneté, identité)	**c) Communauté** (Cadre de vie, qualité de vie, lien social)
Notes tableau à feuilles Comportements Connaissances Choix de vie Éducation = en partenariat *Ajouts :* Besoins de base Documenter les problématiques	*Notes tableau à feuilles* Revenus décents Accès au logement Accès à l'emploi Statut social et familial Solidarité	*Notes tableau à feuilles* Santé Loisir Culture Qualité de vie Lien social Quartier Communauté Accessibilité aux ressources Conditions de participation *Ajouts :* Travail collectif Conditions de vie Intersectorialité des structures Mobilisation DS Accompagnement Communauté de pratiques Conditions de succès/ favorables Inclusion / estime de soi
Précisions et échanges Cadrer dans une norme sociale «Santéisation» des comportements Comment et qui définit la norme? Qu'est-ce qui est considéré comme norme de base?	*Précisions et échanges* Logique des droits sociaux Milite pour l'accès au logement, emploi, statut social, au financement. Vision/ division politique (acteurs collectifs) Facteurs d'influence	*Précisions et échanges* Tous les cadres de vie Lien social=réseau (liens citoyens et organisations pour mieux s'organiser) Structure = cadre de vie, conditions. Pratiques de revitalisation, de DS. Conditions de succès= lien. S'intéresse aux perspectives inclusives

Voici les propos de chacune des tables de travail pour cet atelier.

TOUR DE TABLE DE TRAVAIL (Atelier 2 : Sur quoi intervenons-nous ?)

Nous intervenons par rapport à un thème, de façon générale. (ex. Emploi en général); par rapport à des outils, autour d'une mobilisation; selon les conditions de participation citoyenne; par rapport à des fonds (leviers multiples, fonds multiples); par rapport aux clientèles vs reddition de compte (spécifiquement).

Toutes ces actions améliorent la qualité de vie et l'accès aux services.

Du côté des constats des actions nationales et régionales, c'est porté par des facteurs structurants (filet social de sécurité).

Les réponses peuvent être variées.
Dans la région des Laurentides, nous avons une approche DS.

Dans la région du Nord-du-Québec : il y a une solidarité régionale qui permet d'intervenir sur les effets de la pauvreté.

Dans la région de la Montérégie-Est, nous travaillons sur une concertation supralocale et l'accompagnement; pour une communauté de pratique avec les acteurs; l'instauration de nouvelles pratiques (région/supra); du soutien financier; et aussi sur le dossier femme/ logement dans une approche transversale.

Il faut prôner un développement en approche intégrée, multi partenariale et transversale, en plus de favoriser la concertation pour agir dans le but de travailler sur la mobilisation des partenaires et l'accompagnement de projets des milieux pour accès. De plus, la participation citoyenne est importante ainsi que le développement d'une vision politique (élus locaux, communauté locale).

Intervenir pour l'accessibilité, la mise en place de conditions favorables. Pour ainsi travailler de façon inclusive (pas de stigmatisation), dans les petits milieux, sur le plan local, pour les gens.

Notons aussi l'importance de l'estime de soi des individus.

Dans la région du Centre-du-Québec.
Il faut revenir à la mission même du DS qui est de «Soutenir ceux qui font» et l'amélioration des conditions par le territoire et pour les groupes vulnérables. C'est comme «travailler dans les craques du plancher» L'addition de ressources et des organisations dans une approche intersectorielle (mobilisation, concertation).

Dans notre région, on mise sur le volet de la connaissance : développement d'outils; documenter les pratiques pour ceux qui font et le volet de l'action : Fonds. Pour les acteurs sur le terrain (ex. Détresse des aînés, les jeunes, etc.). Ce sont des interventions globales, répondant aux besoins des personnes qui auront une prise sur leurs situations.

Dans la région de Lanaudière, nous avons plusieurs rôles (Connaissance, influence, mobilisation et accompagnement). Il faut amener une solidarité (citoyens «normaux» et «vulnérables), un changement dans nos pratiques, «plus de craques dans le plancher».

Plusieurs acteurs DS (arrimage sur tout ce qui bouge).

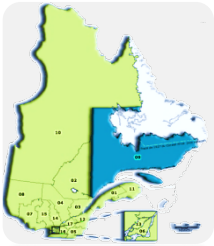
Pour le 3e atelier, Mme St-Louis demande de trouver comment créer des vases communicants entre les trois dominantes. Le tableau suivant présente des moyens proposés pour interpeller chacune des dominantes.

Tableau 3 : synthèse des moyens proposés selon les dominantes

Dominante de l'individu	Dominante des droits sociaux	Dominante de la communauté
Installer des démarches participatives S'appuyer sur le vécu et le territoire vécu Accompagner les individus Adapter le langage Adapter les heures de réunion	Viser une optique de pérennité Leadership assuré par une organisation crédible Outiller les individus Sensibiliser les élus et l'appareil administratif aux problématiques Travailler avec les élus sur les projets de politiques et de plans d'action Démontrer des résultats probants, concrets et tangibles Se servir de l'évaluation et des redditions de compte comme outil pour passer des messages aux bailleurs de fonds Inviter des représentants de sociétés d'État à siéger à des comités de travail	Installer des démarches participatives Favoriser une prise en charge collective Analyser les territoires pour en arriver à une lecture commune Effectuer une tournée des territoires Travailler avec l'ensemble des partenaires pour obtenir une vision intégrée Réunir dans un forum élus, population, intervenants, secteurs, territoires

Mme St-Louis conclut le séminaire en souhaitant que l'on donne de plus en plus un sens à l'intervention en agissant de manière systémique. Le fait de créer des interfaces entre les différentes dominantes permettra de mieux intervenir auprès des personnes démunies ou appauvries.

INITIATIVE DE LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD



ACTIVITÉ PRÉSENTÉE PAR :
JUDE BROUSSEAU, CONSEILLER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL, CRÉ DE LA CÔTE-NORD
CHANTALE BOUCHARD, AGENCE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-NORD
GUILDO MORNEAU, EMPLOI-QUÉBEC, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CÔTE-NORD
JANIE ALBERT, RAP CÔTE-NORD (RÉUSSITE-ACCOMPLISSEMENT-PERSÉVÉRANCE)
ADAM DESBIENS, FORUM JEUNESSE CÔTE-NORD
MARIE-NATHALIE PARÉ, CONSEILLÈRE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL, CRÉ DE LA CÔTE-NORD

Jude Brousseau et les représentants de la Côte-Nord présentent un portrait de la région : territoire immense, réseau routier absent sur une partie de la côte, 1% de la population du Québec, ressources naturelles abondantes (hydroélectricité, forêts, mines), quelques indicateurs de santé négatifs (obésité, consommation d'alcool excessive chez les jeunes, violence), d'autres indicateurs positifs (indice de fécondité plus élevé que la moyenne provinciale, taux de stress plus bas). Un boom économique montre des données régionales positives, mais cache de nombreuses disparités régionales.

Certaines problématiques propres aux jeunes ont été identifiées : leur participation citoyenne, le décrochage scolaire, leur isolement, l'accès aux services qui leur sont destinés, leur migration dans d'autres régions. Historiquement, la scolarisation a été peu mise en valeur sur la Côte-Nord à cause de l'accès à des emplois de qualité dans les grandes entreprises. Un comité régional réunissant plus de 20 partenaires a été mis en place depuis 2001 pour assurer la réussite éducative, l'accomplissement et la persévérance scolaire (RQP) sur la Côte-Nord.

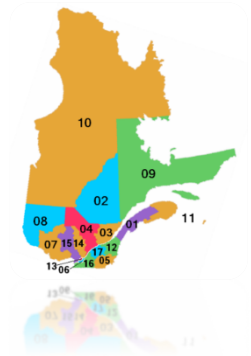
Une pochette sur la région est donnée et expliquée aux participants. Elle contient une revue, un DVD et un pamphlet.

ANN SCALLON, DIRECTRICE DU CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) ET DU CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI (CJE) DE LA HAUTE-CÔTE-NORD
HÉLÈNE SIMARD, AGENTE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, CLD DE LA HAUTE-CÔTE-NORD
MICHELINE ANCTIL, MAIRESSE DE FORESTVILLE ET PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RURALE DE COMTÉ (MRC) DE LA HAUTE-CÔTE-NORD

Les trois invitées présentent les motivations à l'embauche d'une agente de développement social dans un contexte de crise forestière dans la MRC de la Haute-Côte-Nord. L'aspect social est présent en trame de fond dans le plan de diversification économique. Le réseautage entre les intervenants et les partenaires fait la différence. (Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au Power Point)

De plus, le milieu politique municipal participe activement et appuie les réflexions du territoire, en visant l'engagement des citoyens, leur qualité de vie et la disponibilité des services. Il a posé des gestes concrets, comme consentir à l'embauche d'une ressource dédiée au développement social, qui informe, démontre, planifie, instrumente et mobilise. Cette décision a donné lieu à de nouveaux services, équipements ou aménagements ayant amélioré les conditions de vie.

TOUR DE TABLE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC



TOUR DE TABLE ANIMÉE PAR :

PAUL BUREAU, PRÉSIDENT DU RQDS

03-CAPITALE-NATIONALE (Flavio Gavidia et Sophie Michaud)

Cinq démarches d'Approche territoriale intégrée (ATI) sont en cours dans la région. Les coordinations ont été engagées. (*Tour de table régionale à compléter…)*

04-MAURICIE (Laura-Kim Dumesnil)

Le local est en action pour le Plan d'action régional solidarité et inclusion sociale (PARSIS/FQIS), alors que 26 projets sont démarrés. Toutes les MRC (sauf 1 en réflexion) sont en action sur leurs territoires, et ce depuis très longtemps. Au local, ce sont les MRC qui gèrent les projets. C'est un exercice plus long au palier régional, qui est en incubation et réfléchit comment déployer des projets régionaux à travers les trois priorités retenues, soit l'habitation, le transport et la sécurité alimentaire. Un événement régional sur les bons coups en participation citoyenne est en préparation pour l'automne. Le Consortium en développement social de la Mauricie est à sa dernière année d'entente spécifique et devra négocier son renouvellement.

05-ESTRIE (Dominique Morin)

L'Estrie accueillera l'Université rurale en septembre sous la thématique « Pour en finir avec les crises, des clés pour en sortir ou les contourner ». Il y aura présentation de 60 initiatives concernant, entre autres, la fermeture de mines, la dévitalisation, les difficultés économiques, la crise sociale autour de la protection environnementale, la guerre de clochers. Le message sera lancé de se doter d'une culture, de s'orienter vers l'avenir, au lieu de réagir à une situation problématique. Les présentations bénéficieront de l'apport autant de citoyens, d'intervenants et de chercheurs. L'Observatoire estrien en développement des communautés travaille actuellement à trouver des outils pour planifier et assurer son avenir.

07-OUTAOUAIS (Richard Sévigny)

Le développement social en Outaouais est présentement dans la tourmente, mais reste tourné vers l'avenir. Dans un contexte de coupures de l'ordre de 34%, la CRÉ s'oriente vers une distribution renouvelée des rôles et des responsabilités. L'élément central sera constitué de l'optimisation des résultats du portrait des communautés de l'Outaouais mis en place en 2012, afin d'élargir la

mobilisation des communautés. Une piste d'action possible serait de créer un observatoire régional en développement social avec un mandat de transfert des connaissances en mobilisation des communautés par la mise à jour des données, par la diffusion des meilleures pratiques et par le support des actions de mobilisation des milieux.

08-CÔTE-NORD (Jude Brousseau)

Un 1er Forum du plan quinquennal 2014-2019 de développement de la Côte-Nord s'est déroulé récemment à Baie-Comeau. On y a constaté un engouement renouvelé pour le développement des communautés : leadership, solidarité, unité régionale, engagement citoyen, concertation, scolarisation et formation, occupation dynamique des territoires, etc. On a pu voir l'évolution dans les résultats des travaux, qui témoignent de ce qui a été fait dans les dernières années. On constate une évolution aussi dans les discours sortants de ce panel qui a réuni des acteurs variés. On a été agréablement surpris de voir les partenaires exprimer leurs besoins dans ces termes-là. Il a fallu beaucoup d'audace pour inscrire le leadership en premier point.

10-JAMÉSIE (Dominique Simard)

La Jamésie continue à travailler sur le sentiment d'appartenance et l'image de marque dont elle s'est dotée « Jamésie, Vivre autrement ». Un portail web, La ruée vers le nord.com, a été créé. Il veut rejoindre à la fois les entreprises et les citoyens. Dix capsules citoyennes, présentant le portrait de Jamésiens et Jamésiennes engagéEs dans leur milieu, ont été réalisées, dont l'une est présentée aux participants. Un colloque sur le développement de l'identité régionale se tiendra en octobre prochain et une seconde édition du gala reconnaissance de l'implication citoyenne aura lieu. Le renouvellement de l'entente spécifique en développement social sera à négocier.

11-GASPÉSIE-ÏLES-DE-LA-MADELEINE (Gaétanne Mauger)

La concertation locale et le régional donnent naissance au RESSORT, le Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires. Un comité-conseil a participé à sa construction. Le lancement se fera à la fin mai avec les tables territoriales. Un vidéo-clip présente la perception de l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale qu'en ont les responsables ATI de chaque territoire.

12-CHAUDIÈRE-APPALACHES (Paul Bureau)

La nouvelle Commission régionale de développement social a entrepris des travaux de planification. Elle comprend 27 membres (c'est un défi!), dont un élu municipal, sept représentants de ministères et d'organismes du gouvernement du Québec et dix-neuf représentants socio-économiques régionaux ou locaux : agents de développement rural, organismes communautaires, organisateurs communautaires, etc. Un portrait du développement social et un répertoire des projets régionaux ont été réalisés. Les partenaires seront consultés en juin sur un plan d'action : vision, enjeux et priorités de développement.

14-LANAUDIÈRE (Chantal Lalonde)

Un travail de cogestion se fait présentement sur les arrimages régionaux et avec les territoires de MRC, dans le but de réduire de façon optimale les inégalités sociales et de santé dans le cadre des interventions de l'Alliance. La Table des partenaires en développement social de Lanaudière siège au comité de pilotage de l'Alliance, avec un rôle d'accompagnement dans la démarche. De plus, la Table est présentement en train de proposer un modèle d'arrimage, mais les opinions sont divisées entre ceux qui veulent un arrimage des fonds pour favoriser la reddition de comptes et ceux qui préfèrent arrimer les actions. Enfin, un ancien administrateur de la Table, Alain Coutu, a lancé un livret sur une proposition de concertation par territoire de MRC.

15-LAURENTIDES (Mylène Du Bois)

Dans le cadre du financement lié au PASSIS, le Conseil régional des Laurentides développe un projet régional de concertation en matière de sécurité alimentaire par le réseautage et le partage d'informations des différents acteurs : des représentants des cuisines collectives, des dépannages alimentaires, des plateaux de transformation, des ateliers éducatifs en saines habitudes alimentaires et du projet « Bonne boîte bonne bouffe ». Au cours de la prochaine année, une coordination va solliciter leur participation dans tous les territoires de MRC pour établir un comité régional permanent, ce qui va permettre la connaissance de tous les services, un meilleur partage des ressources, une fluidité dans les services axés moins vers une sécurité traditionnelle, mais davantage alternative, vers de saines habitudes de vie. Une cartographie des services sera aussi réalisée. L'objectif ultime est de favoriser une meilleure fluidité dans les services offerts en sécurité alimentaire.

16- MONTÉRÉGIE-EST (Pascale Vincelette)

Une longue démarche de consultation a lieu dans la région jusqu'en juin au sujet du 2e Plan quinquennal en développement durable. L'Alliance a été signée tardivement en janvier 2013. On élabore présentement le plan d'action. Un travail de fond pour changer les pratiques de concertation est en cours, afin que les MRC réfléchissent davantage en termes de « Nous ».

16-VALLÉE DU HAUT-ST-LAURENT (Clément Bergeron)

Les municipalités de la région sont mobilisées en développement social. Avec le Groupe d'innovation sociale (GIS) qui démarrera ses travaux en septembre 2013, la CRÉ les accompagnera dans l'implantation d'une politique municipale de développement social. Les partenaires du GIS comprennent l'Agence de Santé et de services sociaux, le MAMROT, le RQDS et la Fondation Chagnon. La 1e étape sera de rédiger et diffuser le guide d'implantation.

17-CENTRE-DU-QUÉBEC (France Fradette)

La Direction de santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec s'est positionnée en regard du développement des communautés. Elle a lancé récemment un portrait des communautés sous la forme d'un nouveau site Internet, l'Atlas des inégalités de santé et de bien-être de la Mauricie et du Centre-du-Québec, accessible à l'adresse http://aisbe-mcq.ca. Ce nouvel outil facilite l'utilisation de la

trousse « Ma communauté, clé en main » déjà publiée par le Comité régional en développement social Centre-du-Québec et aide à départager les zones avec un potentiel de développement. Pour la prochaine année, il y aura la tenue de trois forums sur les thématiques de l'habitation, de la sécurité alimentaire et de l'appropriation. De plus, le Comité régional déterminera par une consultation auprès de 24 organisations les rôles des paliers local et régional dans les suites à donner.

01-BAS-ST-LAURENT (Véronique Gagné)

Un changement de pratique se dessine dans le développement social de la région, surtout au volet de la gestion des fonds (Alliance pour la solidarité et fonds en persévérance scolaire). Il y a naissance d'initiatives concertées intersectorielles ayant un impact durable, qui donneront lieu à une planification stratégique intégrée dans chaque territoire de MRC. Une de ces initiatives est la « Lunette famille » qui a pour buts de porter un regard «famille», de favoriser la participation des jeunes et de briser l'isolement. Il faut toujours penser «famille» pour sortir du stéréotype, car elle est une cellule sociale intégrant parent-enfant, mais aussi tous les autres membres : tantes, proches aidants, etc.

02-SAGUENAY-LAC-ST-JEAN (Manon Boily)

L'Alliance a été signée en décembre 2012. Près de 80 projets locaux et régionaux ont été déposés. La région porte la préoccupation de respecter les choix des comités d'analyse. Dans la région, le DS a pris une place transversale.

Commentaires du président:

Paul Bureau remarque que le tour de table du développement social dans les régions du Québec permet de constater la transversalité de la notion de DS et sa pertinente, sa présence. C'est un constat que l'on peut mettre en relief, dans nos pratiques, sur nos territoires, et même au sein du RQDS. La nouvelle formule des présentations régionales à l'aide d'un visuel rend le tout encore meilleur! Ça nous permet de percevoir la créativité et les différences d'une région à l'autre, mais on vise tous et toutes le même but : l'amélioration de la qualité de vie et la cohésion des interventions. Le tour du Québec permet une belle réflexion sur la concertation.

Certains participants soulignent les inquiétudes soulevées dans le tour de table des régions en lien avec le renouvellement des ententes spécifiques. D'autres questionnent même le positionnement gouvernemental face à la pérennité des CRÉ.

ÉCHOS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RQDS

INFORMATIONS DONNÉES PAR :
PAUL BUREAU, PRÉSIDENT DU RQDS

Des travaux sont en cours avec quelques **partenaires**. Le conseil d'administration poursuit les échanges avec la Fondation Lucie et André Chagnon pour définir les collaborations. Il a aussi des échanges avec le MESS et le SACAIS, de même qu'avec Communagir.

La **tournée des régions** et des partenaires est en préparation pour se dérouler à l'automne 2013 avec un souci d'adapter son contenu aux besoins de chaque région. Un des objectifs visés est que les régions en tirent des bénéfices pour leur propre mobilisation.

Le conseil d'administration a aussi pris les moyens pour réaliser son plan de **communication** et assurer une visibilité accrue aux démarches régionales de développement social. La tournée des régions et des partenaires, le lancement de la vidéo et le renouvellement des collaborations avec le Revue K en témoignent.

LANCEMENT DE LA VIDÉO « SUR LA ROUTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL »

LANCEMENT ANIMÉ PAR :
CHRISTIANE LUSSIER, COORDONNATRICE DU RQDS

ÉCHANGES ANIMÉS PAR :
PAUL BUREAU, PRÉSIDENT DU RQDS

Le lancement de la vidéo s'inscrit dans la volonté de souligner les 10 ans du 1er Forum de développement social de 1998 par une vaste démarche de bilan et perspectives, afin de mesurer le chemin parcouru par le développement social et de réfléchir collectivement à ses perspectives pour les prochaines années. Des bilans régionaux ont été réalisés en 2010-2011 par 16 régions et une analyse nationale en a été tirée. Le conseil d'administration du RQDS a souhaité aller porter les résultats de cette analyse aux acteurs des régions et à des acteurs nationaux. Il a décidé à cet effet d'entreprendre une tournée des régions et des partenaires. La vidéo « Sur la route du développement social » illustre les constats et les préoccupations de l'analyse nationale. Elle servira d'outil pour la tournée avec le guide d'animation qui l'accompagne.

Des remerciements sont adressés aux administrateurs et administratrices du RQDS, aux membres du RQDS, aux membres du collectif, aux analystes des bilans régionaux, au comité de la tournée, à la coordonnatrice du RQDS, à l'équipe de Communagir, aux Productions Splash, à Oze Publicité, au Centre Archéotopo et aux bailleurs de fonds, le SACAIS et la Fondation Lucie et André Chagnon.

Les contenus du guide d'animation et de la vidéo sont brièvement présentés. Paul Bureau est invité à lire le « lead » qui précède le visionnement de la vidéo.

> **« Le Réseau québécois de développement social et ses partenaires ont voulu suivre le chemin parcouru par le développement social, particulièrement depuis le Forum de 1998. La vidéo qui suit vous amène ...Sur la route du développement social... et propose comme destination quelques thèmes pour parler ensemble de ses perspectives. Bonne route! »**

Commentaires :
Facture dynamique, intéressante
Cohérence d'ensemble, fierté ressentie
Contenu clair, facilitant, informatif, outil de sensibilisation, effort de synthèse
Fluidité dans les exemples des régions, qui témoignent du travail terrain et des innovateurs sociaux
La diversité et l'innovation des régions sont mises en évidence
Illustre le leadership, la force du collectif et ses résultats
Soulève des enjeux et des questionnements
Outil du fruit des efforts d'une longue démarche qui amène vers l'étape suivante des perspectives

Suggestions :
Penser à la distribution
Effectuer des arrêts durant les projections
Les outils vont vivre au fur et à mesure des diffusions
Présenter à un public jeune (milieu scolaire) pour la transmission des valeurs et assurer une relève

JOUR 2 - 17 MAI 2013

FORMATION : PRENDRE LA ROUTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
GUIDE PRATIQUE POUR DÉMARRER ET CONDUIRE UN PROJET CONCERTÉ

GUIDE PRÉSENTÉ PAR :
FRANCE FRADETTE, COORDONNATRICE DU COMITÉ RÉGIONAL DE DS CENTRE-DU-QUÉBEC
MONICA JEKOWSKA, AGENTE DE RECHERCHE AU CRDS CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMENTAIRES ET ÉCHANGES APRÈS LA PRÉSENTATION.

(Référence questions d'échange, diapositive 24)
En puisant dans vos expériences vécues, parlez-nous de démarrage d'un projet concerté chez vous…; la mobilisation des acteurs autour de ce projet…

Guildo Morneau (Emploi-Québec)

Je travaille avec des tables de concertation, et la présentation est très représentative de ce que l'on veut qui se passe. Le guide est excellent; il va nous servir pour nos «jobs»; je vois mes faiblesses présentement. Tout est écrit, c'est bien fait, bien vulgarisé et c'est un travail extraordinaire.

C'est un outil qui sera utile et qui nous démontre que la route est parsemée d'aller-retour. La gestion de projets, dans les pratiques, c'est très différent en DS, en mode concerté. Ça nous rappelle notre rôle d'agent de concertation en DS.

Marie-Denise Prud'Homme (Communagir)

J'aime que le guide et les outils soient nuancés; il y a des aller-retour, des mouvements, ce n'est pas statique. Il y a beaucoup d'actions concertées dans les milieux. C'est difficile de parler de gestion de projets concertés dans les milieux en raison des dynamiques différentes, c'est délicat, mais le guide permet de le faire. Les outils sont simples et le visuel est efficace. Ça nous montre les points forts en gestion de projets et aussi ceux à améliorer. La dernière étape, la promotion, est essentielle. Ça nous donne l'idée d'aller plus loin.

Échange sur une expérience concrète

Richard Sévigny (Outaouais)

Dans le cadre du projet régional en saines habitudes de vie et le développement d'environnement favorable, on a vécu certaines difficultés en lien avec l'importance des environnements favorables, mais aussi inciter les gens dans un changement individuel. On s'était entendu sur une vision commune, mais pour le partenaire de santé publique, c'est toujours à remettre sur la table. Le changement individuel n'est plus accepté même s'il y avait un consensus. Je crois que l'on aurait dû produire un document…on est pris dans un schème de pensée qui s'oppose tout le temps.

France Fradette (CRDS)

Est-ce que la solution était déjà faite, prévue? Il faut abandonner la solution et documenter la problématique. L'équation se passe entre la problématique et la solution.

Richard Sévigny (Outaouais)

C'est toujours un équilibre précaire. La vision est partagée, mais contre nos désirs, c'est donc difficile. C'est toujours une remise en question, car le schème de pensée est porté vers un changement collectif. Comme mentionné, je crois qu'il aurait fallu l'officialiser, l'écrire, le valider, le signer.

Monica Jekovska (CRDS)

Une vision, ça se négocie. C'est important de passer les différentes étapes, soit le cadre de réflexion, le mode de prise de décision et la signature, tout en assurant un attaché politique dans le projet.

Richard Sévigny (Outaouais)

Sur un projet de 2 ans ½, on a discuté 1 an ½. À chaque étape, on n'a pas réussi à avoir l'aspect d'environnement favorable.

Monica Jekovska (CRDS)

C'est important d'avoir une animation rigoureuse et un soutien au comité pour que vous soyez outillé. C'est se demander : Comment on anime les discussions et comment on les gère.

(Référence questions d'échange, diapositive 34)
Selon votre expérience, quels sont les obstacles et les défis liés à la planification des actions?
Selon votre expérience, quels sont les obstacles et les défis liés à la mise en œuvre des actions?

Guildo Morneau (Emploi-Québec)

Quand tu es dans l'action, l'influence externe, le changement de contexte…bousculent ce que nous avions prévu (peut-être nos objectifs sont trop élevés?) et les moyens changent. Je crois que la planification était trop rigide, c'est un obstacle aux changements, car on n'a pas assez de marge de manœuvre. Il faut que les projets bougent dans le temps, soient connectés sur ce que l'on vit. Nos plans d'action doivent s'adapter.

Monica Jekovska (CRDS)

C'est peut-être parce que l'action a été mal définie ainsi que les activités. Souvent il faut se référer à l'étape précédente, faire un retour en arrière.

Guildo Morneau (Emploi-Québec)

Il y a aussi des conditions (ex. PAGSIS – plan d'action national vers le régional, puis vers le local). Ce n'est pas évident.

Hélène Simard (CLD Haute-Côte-Nord)

Il faut considérer le facteur «temps». En intersectorialité, il y a le défi de plusieurs acteurs, de plusieurs agendas.

MOT DE CLÔTURE

Le résultat des votes pour le choix des initiatives à inclure dans le web documentaire est donné aux participants. Le réalisateur en sélectionnera 5 dans la liste suivante :

-Bas St-Laurent : COSMOSS, qui se centre sur les préoccupations de santé et bien-être des jeunes âgés de 0-30 ans (saines habitudes de vie, entrée scolaire, persévérance scolaire et intégration professionnelle).

-Lanaudière : Habitat-santé, qui repose sur des corvées par des bénévoles pour améliorer la salubrité de logements en milieu rural et qui a mené à la mise sur pied d'une entreprise d'économie sociale en rénovation de logements pour personnes à faible revenu.

-Lanaudière : Mobilisation en sécurité alimentaire, qui est à l'origine du projet « Bonne boîte bonne bouffe », rendant disponibles à faible coût des paniers de fruits et légumes frais à des familles et améliorant leurs compétences alimentaires par des activités éducatives.

-Vallée du Haut St-Laurent : Gouvernance en DS, qui regroupe au niveau de la région 6 acteurs majeurs (scolaire, emploi, municipal, communautaire, santé et développement local) et assure une forte cohérence dans les actions au niveau de la région, des territoires de MRC et du local.

-Centre-du-Québec : Fonds régional en DS, mis sur pied dans la région pour soutenir des projets intersectoriels. Ici, des projets soutenus par le Fonds feraient l'objet du tournage. Par exemple, 2 des 55 projets soutenus par le Fonds ont reçu des prix provinciaux : L'un sensibilise aux abus à l'égard des aînés, alors que l'autre a produit un outil d'implantation de mesures de conciliation famille-travail en entreprise.

-Centre-du-Québec : Recherche et transfert de connaissances, qui documentent des problématiques sociales de la région, entre autres par le recueil Carrefour des défis, servant à mesurer l'évolution des problématiques et de référence dans la prise de décision des formes de soutien à offrir.

-Chaudière-Appalaches : Entente HLM, qui améliore la qualité de vie et les services offerts aux locataires d'Habitations à loyer modique (HLM) grâce à des interventions en action communautaire.

-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine : Transport collectif régional, qui prélève une taxe de 0,01$ sur chaque litre d'essence vendu dans la région pour financer un transport collectif régional, desservant jeunes, aînés, main-d'œuvre et augmentant l'accès aux services.

Paul Bureau remercie les organisatrices de l'activité et demande aux participants ce avec quoi ils repartent:

-Accueil de la Côte-Nord chaleureux
-Climat convivial, interactions riches entre les personnes
-Contenus pratiques
-Importance du réseautage, du partage et des transferts possibles
-Progression dans la qualité des outils offerts

-Temps d’arrêt pour repenser la lutte contre la pauvreté
-Formule visuelle du tour des régions très apprécié
-Le guide pratique est au-delà des attentes
-Hâte de présenter en région la vidéo et le guide d’animation
-La vidéo est un condensé pour consolider les partenariats
-Soirée très agréable
-Organisation impeccable
-Outillés, réseautés, enrichis, énergisés

Prochaine activité : **13-14 novembre 2013**, dans la région de la Montérégie-Est.